



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 899

Texte de la question

INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Arnaud Richard, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Arnaud Richard. Je m'étonne que les trois quarts du Gouvernement nous aient quittés, alors que j'ai une question à poser au ministre du redressement productif, sur un sujet qui requiert à mon sens l'unité nationale ! ("*Et les députés de l'opposition ? Ils s'en vont tous !*" sur les bancs du groupe SRC.)

Monsieur le ministre du redressement productif, nous étions ensemble ce matin à l'usine Renault de Flins, où nous avons rencontré Carlos Ghosn, dans le cadre du plan de compétitivité qui permettra de relocaliser la production de 82 000 Nissan Micra à compter de 2016, ce qui n'est pas rien.

La méthode qui consiste à mettre tout le monde autour de la table - chef d'entreprise, partenaires sociaux et pouvoirs publics - est celle qu'avait déjà utilisée Jean-Louis Borloo pour le site de Sevelnord en 2009 ; nous ne pouvons que nous en féliciter.

Mais cet accord ne doit pas masquer les milliers de destructions d'emploi qui frappent la filière. Ce matin, vous nous avez beaucoup parlé de responsabilité, monsieur le ministre. J'aurais donc aimé que vous fassiez vous-même preuve de responsabilité, ou au moins de respect et d'esprit de solidarité nationale à l'égard de celui que vous appelez "l'autre constructeur national", qui, lui, n'a jamais délocalisé et ouvre actuellement son round de négociations sur la compétitivité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

Monsieur le ministre, y a-t-il véritablement, dans ce gouvernement, une vision stratégique de l'avenir de l'industrie automobile ? Certes, vous vous félicitez de ce que fait Renault, mais s'agit-il vraiment de l'action de ce gouvernement ou de celle du précédent ?

Que va faire le Gouvernement pour aider au déploiement des bornes électriques ? Comme le président Pélissard, ici présent, j'aimerais savoir comment vous entendez soutenir leur développement dans notre pays pour qu'enfin l'industrie automobile retrouve enfin un avenir, grâce aux véhicules électriques, dont la Zoé, que vous avez été, je crois, le premier à posséder !

Enfin, monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer le cap qu'entend suivre le Gouvernement pour soutenir l'industrie automobile ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, vous posez beaucoup de questions. En deux minutes, je tâcherai d'y répondre en allant à l'essentiel.

L'accord passé par les partenaires sociaux de Renault procède d'un échange de concessions réciproques. Les partenaires sociaux et les salariés ont accepté de faire des efforts : ils ont accepté une augmentation du temps de travail et un gel des salaires. En contrepartie, le plan automobile que j'avais eu l'honneur de porter au nom du Gouvernement interdit à Renault de procéder à des fermetures de sites comme à des plans de licenciements ou de départs volontaires. C'est un acquis, dont il faut remercier ceux qui respectent les engagements qu'ils prennent auprès du Gouvernement.

Mon équipe est moi-même nous sommes personnellement impliqués dans la réussite de cet accord, signé par trois organisations syndicales - CFDT, CFE-CGC et Force ouvrière -, représentant 65 % des salariés.

Nous avons fait en sorte qu'un certain nombre d'activités soient relocalisées sur notre territoire. C'est pour nous le signal du retour de Renault au *made in France*, sur la base industrielle France.

Le fait que Renault annonce aujourd'hui la fabrication prochaine sur notre territoire de 82 000 Nissan Micra, actuellement fabriquées en Inde, selon un processus qui rend notre place industrielle attractive et compétitive par rapport aux solutions offertes par les pays émergents, est un atout formidable pour la France, et nous nous en réjouissons ! Après des années de délocalisations, voici le signal du retour au *made in France*.

M. Arnaud Richard. Et " l'autre constructeur " ?

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Nous défendons également l'innovation dans le véhicule électrique. Les bornes de recharge progressent ; j'en remercie les collectivités locales. Nous en étions à 1 800 bornes l'an dernier ; nous en sommes cette année à environ 6 000 et espérons atteindre les 8 000, sachant que le système Autolib facilite l'usage des véhicules électriques. Nous avançons, monsieur le député, et je vous remercie pour votre question ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Richard](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 899

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 mai 2013](#)